

Communiqué de presse des représentants du personnel au Conseil d'Administration du CNRS du 24 juin 2010

Le CA du CNRS s'est réuni avec comme points essentiels à l'ordre du jour, une présentation des orientations stratégiques du CNRS et l'adoption de la nouvelle organisation de sa direction.

En préambule, les élus du personnel ont rappelé, que ce CA se tenait le jour d'une grande mobilisation contre le projet de réforme des retraites. Ils ont notamment rappelé que le ministère de la recherche refusait de négocier sur la prise en compte des années de travail sans possibilité de cotisation : libéralités et bourses DGRST, les années d'étude et les années passées à l'étranger.

Les élus ont dénoncé le manque de vision stratégique de l'établissement qui ne se présente plus que comme un accompagnement de l'autonomie des universités. Ils ont insisté sur le fait que le CNRS se dissolvait, ayant été progressivement dépouillé de ses missions d'évaluation (AERES), de financement (ANR) et d'élaboration de stratégie (Alliances et SNRI). Ils ont également dénoncé l'absence de politique scientifique sur l'interdisciplinarité, réduite pour l'instant à une simple mission sans moyens clairement affichés.

Aucune réponse claire sur l'avenir du CNRS dans le contexte actuel de création d'Alliances aux attributions de plus en plus vastes et de mise en place de la DGG (Délégation Globale de gestion) et du Grand Emprunt n'a été apportée que ce soit par la Direction ou par le représentant du Ministère. La plus grande incertitude pèse sur l'évolution des unités et de leurs personnels en lien avec la création de Laboratoires d'Excellence. Les annonces du ministère sur le recrutement des chercheurs par les Alliances ne sont toujours pas démenties par la ministre. Les relations avec les Universités sont d'autant plus opaques que la seule préoccupation de la CPU représentée au CA, est de récupérer la gestion des unités de recherche par la DGG, et d'avoir un strapontin dans toutes les structures mises en place par le CNRS ou par le Ministère. Elle est ainsi intervenue pour exiger un siège au sein du futur Comité de coordination de l'INSMI (Institut des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions) qui obtient des missions nationales d'animation et de coordination.

Les élus représentant les personnels n'ont pas voté cette nouvelle structuration qui est la traduction du contrat d'objectif contre lequel les personnels se sont largement mobilisés en 2008 et 2009. Soucieux de l'avenir du CNRS, ils appellent les personnels à rester vigilants.

Lise CARON (SNTRS-CGT), Martine DE ANGELIS (SGEN-CFDT), Patrick MONFORT (SNCS-FSU), Daniel STEINMETZ (SNTRS-CGT).